

## GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

BUREAUX  
RUE HARLAY-DU-PALAIS  
au coin du quai de l'Horloge  
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

## ABONNEMENT

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS  
Un an, 72 fr.  
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.  
ÉTRANGER :  
Le port en sus, pour les pays sans  
échange postal.

## Sommaire.

**JUSTICE CIVILE.** — Cour de cassation (ch. des requêtes). *Bulletin* : Fers étrangers; importation en franchise provisoire; acquit-à-caution; décharge; compagnie du chemin de fer du Nord. — Acte d'apport immobilier dans une société; droit de transcription. — Failli; dessaisissement de l'administration de ses biens; mandat illégal. — Cour de cassation (ch. civ.). *Bulletin* : Société; convention secrète; actionnaires; moyen nouveau; immeuble; apport social; insuffisance de contenance; obligation de faire; ingénieur; conseil; retraite; acceptation tacite. — Tribunal civil de Besançon : Interdiction légale; durée; commutation de peine; effets.

**JUSTICE CRIMINELLE.** — Cour d'assises de la Somme : Assassinat d'un percepteur des contributions. — Tribunal correctionnel de Tours : Proxénétisme; une marchande de modes et ses ouvrières; une mère prévenue d'avoir vendu sa fille.

**CHRONIQUE.** — De l'Assistance en province.

**VARIÉTÉS.** — De l'Assistance en province.

## JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).  
Présidence de M. Nicias-Gaillard.

Bulletin du 14 janvier.

FERS ÉTRANGERS. — IMPORTATION EN FRANCHISE PROVISoire. — ACQUIT-À-CAUTION. — DÉCHARGE. — COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD.

Celui auquel des fers étrangers ont été expédiés par l'intermédiaire d'une compagnie de chemin de fer pour y être admis en franchise provisoire sous le cautionnement de ladite compagnie, et être employés à des constructions navales, doit justifier, en sa qualité de destinataire et de débiteur principal des droits de douane, de l'emploi des fers suivant la destination spéciale qui devait lui en être faite aux termes du décret du 17 octobre 1855. S'il arrive qu'à défaut de faire cette justification qui incombe à lui seul, une contrainte soit décernée par la douane pour le paiement des droits contre la compagnie qui n'a cautionné comme importateur, il n'est pas fondé à lui demander son concours pour faire valoir auprès de l'administration la réclamation qu'il croit devoir lui présenter à l'effet d'obtenir la décharge de la douane. Sa qualité de destinataire et de débiteur principal lui impose l'obligation d'agir seul, et soit qu'on considère la compagnie comme mandataire, ou simplement comme *negotiorum gestor*, son mandat doit être restreint à l'objet particulier de son entreprise entre l'expéditeur et le destinataire. Il ne peut être étendu au-delà. Ainsi, en pareil cas, l'article 1372 du Code Napoléon, sur lequel le destinataire fondait sa demande de concours, se trouve désintéressé. L'arrêt qui, pour repousser cette demande, s'est fondé sur ce que le destinataire était l'obligé principal et la compagnie sa caution seulement, a donné un motif suffisant et qui remplit le vœu de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

Rejet, au rapport de M. le conseiller de Vergès, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Blanchet; plaidant, M<sup>rs</sup> Mathieu-Bodet, du pourvoi du sieur Ravier, contre un arrêt de la Cour impériale de Paris, du 17 novembre 1860, en faveur de la compagnie du chemin de fer du Nord.

ACTE D'APPORT IMMOBILIER DANS UNE SOCIÉTÉ. — DROIT DE TRANSCRIPTION.

L'acte constatant un apport immobilier en société n'est pas soumis à la formalité de la transcription avant la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription, parce que la jurisprudence ne considérait pas un tel acte comme translatif de propriété. Il en résulte que sous l'empire de la loi nouvelle, un acte de cette nature ne doit pas être soumis au droit proportionnel de transcription, mais seulement au droit fixe de 1 fr., conformément à l'art. 12 de ladite loi, qui porte que « jusqu'à ce qu'une loi spéciale détermine les droits à percevoir, la transcription des actes ou jugements qui n'étaient pas soumis à cette formalité avant la présente loi, est faite moyennant le droit fixe d'un franc. »

Admission en ce sens du pourvoi de la compagnie des Forges de Franche-Comté contre un jugement du Tribunal civil de Besançon, du 31 décembre 1860. (M. le conseiller Natchet, rapporteur; M. Blanche, avocat-général, conclusions conformes; plaidant, M<sup>rs</sup> Léon Clément.

FAILLI. — DESSAISISSEMENT DE L'ADMINISTRATION DE SES BIENS. — MANDAT ILLÉGAL.

Lorsqu'un commerçant a été déclaré en faillite, il est dessaisi de l'administration de ses biens; par suite, il ne peut valablement donner mandat à un tiers de recouvrer des lettres de change qui sont dans sa caisse et dont il n'a plus la disposition. Ainsi les syndics de la faillite sont fondés à demander au mandataire compte des lettres de change que le failli l'avait chargés, sans droit ni capacité, de recouvrer pour lui. Il ne peut se soustraire à l'action des syndics, sous le prétexte que le tiré s'étant valablement libéré à l'échéance ainsi que le déclare l'art. 145 du Code de commerce, il se trouve, par voie de conséquence, à couvert contre toutes recherches; mais cette libération, consacrée pour un cas tout spécial, ne peut tirer à conséquence en sa faveur, et elle ne peut faire que celui auquel le paiement a été fait et qui n'avait pas mandat pour recevoir ou dont le mandat était frappé de nullité, par l'art. 443 du Code de commerce, ne doive pas restituer à la faillite la somme par lui illégalement touchée.

L'art. 1240 du Code Napoléon porte, à la vérité, que le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable encore que le possesseur en soit par la suite évincé; mais cet article ne peut recevoir aucune application dans l'espèce où le débat ne porte pas sur une question de bonne foi, mais sur une question de capacité régie par la disposition de l'article 443 du Code de commerce. La même raison écarte l'application de l'article 2008, qui porte que si le mandataire ignore la mort du mandant ou l'une des autres causes qui font ces-

ser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Ferey, et sur les conclusions conformes du même avocat-général; plaidant, M<sup>rs</sup> Delaborde, du pourvoi des sieurs Godefroy et C<sup>o</sup> contre un jugement du Tribunal de commerce du Mans du 4 décembre 1860.

## COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. le premier président Troplong.  
Bulletin du 14 janvier.

SOCIÉTÉ. — CONVENTION SECRÈTE. — ACTIONNAIRES. — MOYEN NOUVEAU. — IMMEUBLE. — APPOINT SOCIAL. — INSUFFISANCE DE CONTENANCE. — OBLIGATION DE FAIRE. — INGÉNIEUR-CONSEIL. — RETRAITE. — ACCEPTATION TACITE.

L'existence d'une convention secrète qui modifie les conditions apparentes de la cession d'un établissement industriel mis en société, d'une convention secrète qui, par exemple, reconnaît le titre et les droits de vendeur à la personne qui possédait l'établissement industriel mis en société, et que l'acte de société présente comme acceptant la qualité d'associé, et se payant de son apport par l'attribution d'un certain nombre d'actions libérées, n'autorise pas les souscripteurs d'actions à réclamer des dommages-intérêts du cédant, si le juge du fait, appréciant, comme il en a le droit, les circonstances de la cause, décide que la simulation ne devant profiter qu'à la société, n'a été organisée qu'en vue de son intérêt, et que de la convention secrète n'a pu résulter aucun préjudice pour les actionnaires.

Les actionnaires qui, devant les juges de première instance et d'appel, se sont contentés de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice que la simulation leur aurait causé, ne peuvent se faire, pour la première fois, devant la Cour de cassation, un moyen de ce que la contre-lettre contenant la convention secrète leur aurait été opposée à tort, en violation des art. 1321 et 1834 du Code Napoléon.

L'article 1619 du Code Napoléon, aux termes duquel, dans une vente d'immeuble, la différence entre la contenance exprimée et la contenance réelle ne donne naissance à une action en supplément ou en diminution de prix qu'autant que cette différence est d'un vingtième au moins, s'applique-t-elle à l'associé qui apporte un immeuble dans la société? — Question non résolue dans l'espèce, attendu que le juge du fait a déclaré qu'il s'agissait d'une vente, et que sa décision à cet égard reste debout.

L'industriel qui, en cédant son établissement à une société, s'est engagé à remplir, pendant un temps déterminé, auprès de cette société, moyennant un traitement convenu, les fonctions d'ingénieur-conseil, ne saurait sans doute, sans s'exposer à des dommages-intérêts envers la société, cesser avant le temps, capricieusement, de son propre mouvement, et contrairement au désir de la société, les fonctions qu'il avait acceptées; mais la décision du juge est souveraine, et échappe, au point de vue du droit, à toute espèce de critique, quand elle porte que, s'il est vrai que l'ingénieur-conseil a cessé avant l'époque convenue de remplir ses fonctions et de toucher son traitement, la société, de son côté, n'a, depuis le moment où il s'est retiré, ni sollicité ses conseils, ni offert de lui payer son traitement; qu'en l'absence de toute mise en demeure de la part de la société vis-à-vis de son ingénieur-conseil, on doit supposer que la retraite de celui-ci a été acceptée par celle-ci, et qu'ainsi aucune réclamation ne saurait plus être utilement formée par la société contre son ancien conseil. (Art. 1134, 1143, 1845 et 2007 du Code Napoléon.)

Rejet, après délibération en chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Renouard, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu, le 16 août 1860, par la Cour impériale de Paris. (Liquidateurs de la compagnie des Etablissements Cavé contre François Cavé et consorts. — Plaidants, M<sup>rs</sup> Ambroise Rendu, Mathieu-Bodet, Delaborde et Théodore Devaux.)

## TRIBUNAL CIVIL DE BESANÇON.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Rain.

INTERDICTION LÉGALE. — DURÉE. — COMMUTATION DE PEINE. — EFFETS.

L'interdiction légale n'a d'effet que pendant la durée même de la peine. Dès lors, cette incapacité légale n'est pas encourue, si la commutation en un simple emprisonnement a précédé l'exécution de la peine afflictive et infamante; mais une commutation postérieure au commencement d'exécution de la peine ne peut effacer l'incapacité légale ni valider les actes passés par le condamné seul après l'exécution de la peine, et avant la commutation.

Quant aux actes dont la date est postérieure à la commutation de peine, ils sont parfaitement valables, même dans le silence de la décision qui accorde la grâce.

Ainsi, tandis que la dégradation civique ne s'efface que par la réhabilitation, l'interdiction légale, essentiellement attachée à la nature de la peine, se voit aux changements de situation du condamné, et cesse, notamment dans l'espèce, dès qu'il y a eu remise de la réclusion prononcée. (Art. 28 et 29 du Code pénal. — Avis du Conseil d'Etat du 8 janvier 1823.)

Ces principes intéressants résultent du jugement qui suit et qui expose complètement les faits :

« Le Tribunal, Parties ouïes, et les conclusions du ministère public, et après en avoir délibéré :

« Sur l'intervention d'Auguste Faucompré :

« Attendu que cette intervention est régulière, et que l'intérêt de Faucompré à la former n'est pas et ne saurait être contesté ;

« Au fond,

« Attendu que, suivant acte passé devant Brugnon, notaire à Besançon, le 3 janvier 1845, Hippolyte Clervaux, alors notaire à Audeux, s'est reconnu débiteur envers le demandeur,

Paul Metzinger, d'une somme de 3,000 fr. remboursable dans cinq ans, et qu'à la sûreté et garantie du montant de cette obligation, le débiteur a hypothéqué tous les immeubles lui appartenant au lieu et sur le territoire d'Audeux; ces immeubles consistant notamment en : 1<sup>o</sup> une maison avec jardin et verger joignant; 2<sup>o</sup> un pré de la contenance de 18 ares 80 centiares; 3<sup>o</sup> une vigne de la contenance de 7 ares 10 centiares ;

« Attendu qu'en vertu de cet acte obligatoire, Metzinger a pris une inscription, le 10 janvier 1845, au bureau des hypothèques de Besançon, inscription qui n'a été renouvelée par lui que le 19 janvier 1855 ;

« Attendu qu'un arrêt de la Cour d'assises du Doubs, en date du 29 janvier 1846, a condamné Hippolyte Clervaux à la peine de dix années de réclusion pour suppression d'actes reçus par lui en qualité de notaire, mais qu'une décision royale du 10 mars suivant a commué purement et simplement cette peine en celle de dix années d'emprisonnement; que cette décision a été mentionnée dans l'extraît même de l'arrêt, en vertu duquel Clervaux a été détenu d'abord dans la maison de correction de Bellevaux établie à Besançon ;

« Attendu que, suivant acte sous seing privé, du 13 mars 1849, enregistré à Besançon, le 17 du même mois, et transcrit au bureau des hypothèques, Hippolyte Clervaux a vendu à Jean-Claude Mairey, son oncle, et à Anne Biétrix, femme de celui-ci, sa tante : 1<sup>o</sup> tous les immeubles qui lui appartenaient sur le territoire d'Audeux, ces immeubles hypothéqués de vertu de l'acte du 3 janvier 1845; 2<sup>o</sup> tous les droits immobiliers recueillis par lui dans les successions de Jean-Pierre Clervaux, son père, et de Jeanne-Philiberte Clervaux sa tante, lesquels droits étaient indivis avec Jean-François Clervaux son frère, et Emilie Clervaux, sa sœur, et consistaient en une portion de maison, des champs, des prés, des vergers et des vignes, moyennant la somme de 7,000 fr., dont 4,000 francs énoncés payés comptant, et la somme de 3,000 fr. restant destinée à acquitter les dettes du vendeur ;

« Attendu qu'en 1852, Clervaux a obtenu la remise d'une année de la peine prononcée contre lui ; qu'il a été libéré en 1855, et qu'il est décédé en novembre 1860 ;

« Attendu qu'Anne Biétrix, femme de Jean-Claude Mairey, sa tante, était décédée en 1856, et que celui-ci était décédé lui-même le 5 décembre 1859 ;

« Attendu que les successions des époux Mairey ont été déclarées vacantes, et que le curateur à ces successions, dans la pensée que les immeubles d'Audeux compris dans la vente du 13 mars 1849 en faisaient partie, a vendu ces immeubles suivant adjudication prononcée par le Tribunal de Besançon, en suite de surenchère, le 15 septembre 1860, à Marie Layet, codéfenderesse ;

« Attendu que Metzinger s'est pourvu, par l'exploit introductif d'instance, pour faire déclarer nulle la vente sous seing privé du 13 mars 1849, et valable l'inscription du 19 janvier 1855 ;

« Attendu qu'à l'appui de ces prétentions, il a soutenu notamment que la vente dont s'agit était simulée, et qu'elle avait été soustraite, au surplus, par Hippolyte Clervaux, alors qu'il était en état d'interdiction légale, et incapable dès lors d'aliéner ses immeubles ;

« Attendu, en effet, sur le premier moyen, que la vente du 13 mars 1849 est sincère, qu'elle a sa cause dans les relations d'intérêt qui existaient entre les époux Mairey et leur neveu Hippolyte Clervaux, dans les avances faites par eux à ce dernier, et qui s'élevaient à une somme excédant 20,000 francs; que cette vente, du reste, a reçu son exécution en ce qu'elle touche les immeubles d'Audeux, car Mairey a fait la mutation en 1851, il a payé les impôts, assuré la maison en son nom, acquitté les primes d'assurances, loué les immeubles en sa qualité de propriétaire, fait les réparations convenables, et payé à Metzinger, comme tiers détenteur, à une époque même où son inscription était périmée, les intérêts de sa créance de 3,000 fr.; qu'enfin, le vendeur a toujours laissé ses acquéreurs en paisible possession et jouissance de la chose, bien qu'il ait été obligé, après sa libération, de chercher dans un pays éloigné des moyens d'existence, et qu'il soit mort dans un état voisin de la misère ;

« Attendu, sans doute, que la vente attaquée n'a pas été suivie d'une complète exécution, en ce qui touche les immeubles d'Amaguey; qu'ainsi ces immeubles indivis ont fait l'objet d'un partage verbal entre Hippolyte Clervaux, son frère et sa sœur; qu'il a loué la part lui revenant, reçu le prix des locations, et cédé, en outre, les immeubles lui appartenant, sans la participation de Mairey, si ce n'est la portion de maison et du jardin en dépendant compris dans une vente du 15 avril 1849, enregistrée le 10 mars 1857, mais que ces dérogations à la convention s'expliquent par l'état de détresse de Clervaux, les moyens peu scrupuleux auxquels il avait souvent recourus pour se procurer des ressources, l'affection extrême, portée même jusqu'à la faiblesse, que Mairey lui a constamment témoignée, et qu'on peut en induire seulement qu'il aurait disposé de la chose d'autrui; que dans tous les cas Metzinger est sans qualité pour faire prononcer la nullité de la vente du 13 mars 1849, quant aux immeubles d'Amaguey, puisque l'acte du 3 janvier 1845 ne lui confère sur eux aucun droit hypothécaire, et que, selon ses prétentions, ils sont sortis, depuis, du patrimoine de son débiteur ;

« Attendu, sur le deuxième moyen, qu'à la différence de la dégradation civique, qui est une peine encourue par certains condamnés, dès que leur condamnation est devenue irrévocable (art. 28 du Code pénal), l'état d'interdiction légale dans lequel l'article suivant place le condamné à la réclusion n'est qu'un effet ou une incapacité existant seulement pendant la durée de la peine ;

« Attendu que s'il survient, avant toute exécution de la peine infamante, une commutation en simple emprisonnement, s'applique alors surtout le principe proclamé par l'avis du Conseil d'Etat de 1823 : « qu'en matière criminelle, nul jugement de condamnation ne peut produire d'effet avant l'exécution; que lorsque la grâce a précédé l'exécution, les incapacités légales ne sont pas encourues; »

« Attendu que lorsque la condamnation a été exécutée par un fait ou acte qui a réglé l'article 29, l'incapacité légale entraîne la nullité des actes d'aliénation souscrits par l'interdit seul, et que la grâce ultérieure ne validerait pas ces actes ;

« Attendu, quant aux actes faits par le condamné, après qu'il a été placé en état d'interdiction légale, mais aussi après la commutation de peine, qu'une difficulté sérieuse se présente; que sans doute l'acte souverain peut faire remise des peines accessoires, mais que lorsqu'on doit distinguer entre les incapacités véritables, garanties pour la société (la dégradation civique, la peine de la surveillance de la haute police, et l'interdiction légale; que la dégradation civique, dépourvue de l'incapacité perpétuelle qui survit à la grâce, n'enlève le condamné de tous droits civils et politiques, qu'il enlève les prérogatives de la famille et le marque d'une tache d'infamie qui ne peut être effacée que par la réhabilitation, réhabilitation qui n'est accordée qu'après la libération du condamné; que l'incapacité légale, au contraire, essentiellement attachée à la nature de la peine, n'a rien d'irréparable; qu'elle se plie aux changements de la situation du condamné; que, subordonnée à la durée de la peine, elle est levée par l'effet de la grâce ou de la prescription, et même par la simple com-

mutation de peine en toute autre n'emportant pas cette interdiction; qu'elle a, comme l'interdiction pour le cas de démenace, la durée de la situation dont elle est la suite; qu'en un mot, lorsqu'il y a eu remise de la réclusion prononcée, l'interdiction légale doit cesser, puisqu'elle n'a plus de cause. (Voir Carnot, commentaire de l'article 30 du Code pénal; l'exposé des motifs de la loi 1854 abolitive de la mort civile, et le rapport de Riché sur cette loi.)

« Attendu dès lors que le reproche de simulation fait à l'acte du 13 mars 1849 n'est pas fondé; que cet acte a été souscrit lorsque Hippolyte Clervaux avait été relevé de l'interdiction légale résultant de la peine de la réclusion prononcée contre lui; d'où il suit que la demande de Metzinger en nullité dudit acte, demandée à laquelle Jean-François Clervaux, en la qualité qu'il procède a déclaré adhérer, doit être repoussée ;

« Attendu que la solution qui précède rend inutile l'examen du surplus des conclusions des parties ;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal recevant Auguste Faucompré partie intervenante au procès, déclare Paul Metzinger et Jean-François Clervaux, celui-ci en qualité d'héritier bénéficiaire d'Hippolyte Clervaux, non recevables, et dans tous les cas mal fondés dans leurs conclusions en nullité de la vente du 13 mars 1849, et en validité de l'inscription du 19 janvier 1855, et les en déboute ;

« Dit qu'il n'y a pas lieu de prononcer sur le surplus des conclusions consignées dans les qualités de la cause ;

« Statuant sur les dépens, ordonne qu'il en sera fait masse pour être supportés les cinq sixièmes par Metzinger, et le un sixième restant par Jean-François Clervaux en la qualité qu'il agit ;

« Au moyen de quoi, il est suffisamment pourvu sur les conclusions des parties. »

## JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SOMME.

Présidence de M. Jacquin de Cassières.

Audience du 10 janvier.

ASSASSINAT D'UN PERCEPTEUR DES CONTRIBUTIONS.

Le 25 novembre dernier, M. Bondonis, percepteur des contributions directes, était assassiné sur un chemin public. A peine l'émotion causée par le crime commencé-elle à disparaître que la justice, voulant hâter la répression, afin de la rendre plus vive et plus salutaire, traduit aujourd'hui devant le jury le meurtrier de M. Bondonis.

Le véritable coupable est sous les yeux des jurés. Des preuves accablantes, entre autres la bourse de la victime que l'on a retrouvée au domicile de Magnier, l'ont amené à faire des révélations un peu tardives.

Magnier paraît âgé de trente-sept ans; sa physionomie, assez douce et assez régulière, ne trahit aucun des instincts de l'assassin; il est vêtu d'une blouse bleue; son attitude à l'audience est celle d'un homme qui, après avoir fait des aveux complets, attend avec une certaine anxiété que la justice dise son dernier mot. A de rares intervalles sa physionomie s'anime, et quelques larmes s'échappent de ses yeux, lorsqu'il entend prononcer les noms de sa femme et de son enfant.

Une foule nombreuse a, dès dix heures, envahi la salle d'audience. On remarque dans l'auditoire beaucoup d'habitants de Péronne et d'Estrées-Deniécourt. A dix heures, la Cour entre en audience. Le siège du ministère public est occupé par M. le procureur-général. M<sup>rs</sup> Bucquoy est assis au banc de la défense.

Après avoir demandé à l'accusé ses nom et prénoms, M. le président prie M. le greffier de donner lecture de l'acte d'accusation, dont voici la teneur :

Le 25 novembre 1861, M. Bondonis, âgé de trente-six ans, percepteur des contributions directes à Estrées-Deniécourt, fut assassiné, vers cinq heures et demie du soir, sur un chemin public, à un kilomètre de sa demeure.

Son meurtrier n'était animé contre lui d'aucun sentiment de haine ou de vengeance; il l'a tué pour le voler impunément.

M. Bondonis était parti vers onze heures du matin pour se rendre à Dompière, où il allait faire sa recette le 25 de chaque mois; il avait annoncé à sa femme qu'il comptait sur une somme importante, et, en effet, il a touché celle de 1,722 fr. 16 c. Justement satisfait de ses opérations, il quittait la commune à cinq heures moins dix minutes, après avoir chargé son fusil et plaisant avec l'instituteur sur l'intérêt qu'aurait un malfaiteur à s'adresser à lui. Il était venu en chassant; mais à la chute du jour, il suivait la route qui, dans une faible partie de son parcours, est bordée d'arbres et longe le bois de Fay. C'est dans ce bois que son assassin l'attendait depuis plusieurs heures; il commençait même à perdre patience et allait se retirer, lorsqu'il l'aperçut et le reconnut à la clarté des étoiles; il s'est alors approché de la route, et caché derrière un arbre il a tiré sur lui à bout portant, et presque en même temps, les deux coups de son fusil, dont chacune des charges, composées de cinq chevrotines, a fait de tels ravages, que la mort a été instantanée. La tête, le cou, la poitrine et le ventre ont été percés par les balles, la mâchoire brisée, le poulmon droit et le cœur perforés. La double détonation a été entendue à Estrées, et, une demi-heure plus tard les chevaux d'un voiturier s'effrayaient et s'arrêtaient en face du cadavre couvert de sang et déjà refroidi. Près du corps était étendu le fusil de la victime, qui était tombée foudroyée et n'avait pu se défendre. Il restait dans ses vêtements une somme de 457 fr. 80 c., on lui avait donc le lendemain dans un champ de luzerne, à 330 mètres de la route. Une bourse a été ramassée sur le lieu du crime; elle paraissait provenir du cahier d'un enfant de l'école de Dompière. Aussi une perquisition a-t-elle été faite, dès le 26, au domicile de tous les braconniers de cette commune.

Le fusil de Jean-Baptiste Magnier, l'un des plus mal famés d'entre eux, n'a pu être examiné, mais les gendarmes ont saisi chez lui des chevrotines identiquement semblables à celles qui avaient donné la mort. Magnier était alors absent; sa femme l'avertit à son retour qu'il devait porter son arme à la mairie; il voulut payer d'audace et y remit un fusil en mauvais état chargé depuis si longtemps que la poudre était décomposée; il ne put cacher son émotion, ni justifier l'emploi de son temps; il fut mis en état d'arrestation.

Ses chaussures s'adaptant parfaitement aux empreintes de pas laissées par l'assassin; cependant il a protesté de son innocence et soutenu qu'il était allé à Péronne pendant la journée du 25, sans pouvoir indiquer une seule personne qu'il y ait rencontrée. Bientôt il a dû reconnaître que le fusil déposé par lui n'était point celui qui avait été acheté, trois mois plus tôt le sieur Conquart, son ancien maître; il a avoué qu'il avait chassé le 21, pendant la nuit, et déposé son arme dans une meule appartenant à Brindart. Il importait de saisir



cette armée, et Magnier a été transféré, le 29, à l'endroit qu'il avait désigné; la meule a été défilée, et toutes les recherches sont restées infructueuses. Une seconde visite domiciliaire a été opérée en sa présence, et a amené la découverte, dans son grenier, d'une bourse, en perles renfermant 1,499 fr. 50 c. et d'une certaine quantité de poudre et de plomb, le tout jeté dans la paille.

La bourse, qui était celle de la victime, contenait un billet de banque de 100 fr., faisant partie de la recette et provenant du sieur Dandré, qui en avait, dès le 26, signalé le numéro et la date de l'émission. A la vue de ces pièces, l'accusé a encore nié son crime, mais après une courte hésitation il a dit aux magistrats qui l'interrogeaient: «Oui, c'est moi qui ai tué le percepteur; je vous en demande pardon.» Il ne cédait ainsi qu'à l'évidence des faits, et déjà ses démarches l'avaient trahi.

Il avait eu tout calculer, et être à l'abri des soupçons en sortant de sa maison avec un parapluie, en prenant une direction opposée à celle du lieu où il se rendait, et en courant, aussitôt le vol commis, dans un cabaret d'Herbecourt, où il buvait une choppe de bière et passait un quart d'heure au milieu de la salle pour s'assurer d'un alibi.

A peine avait-il entre les mains l'argent volé qu'il se compromettait par ses dépenses et ses propos. Dès son retour à Dompiere, vers sept heures et demie, il priait le sieur Perrin, cultivateur, de conduire le lendemain à Péronne une voiture qui lui rapporterait du charbon; il allait lui-même en faire l'acquisition, et bien qu'il fût sans ouvrage, et eût quitté son service de domestique de ferme depuis le 11 novembre, il payait deux factures, l'une de 47 fr. 30, l'autre de 45 fr. 40, pour fourniture de charbon livré par la femme Dubois, le 9 novembre 1859, et par Vermond, le 22 décembre 1860.

La nouvelle de l'assassinat avait jeté dans le pays la consternation et l'effroi; elle était répandue à Péronne lorsqu'il est arrivé le 26. Plusieurs personnes lui en ont parlé; il n'a manifesté aucune surprise, et s'est borné à répondre qu'il l'ignorait, qu'il savait seulement que M. Boudois, dont il faisait l'éloge, était, la veille, à Dompiere. Le même jour il a recommandé au cabaretier d'Herbecourt de déclarer qu'il était arrivé chez lui, non pas à sept heures, mais à six.

Magnier est toujours animé avec passion au braconnage; il est d'un caractère violent et méchant; sa femme a été en butte à ses brutalités incessantes; paresseux et insoumis, il n'est jamais resté longtemps en service dans la même maison. Ses interrogatoires révèlent une nature insensible, endurcie et cruelle.

Il connaissait les jours de recette du percepteur dans la commune de Dompiere, et pendant la matinée du 29 novembre, il a conçu le projet de le tuer et de le voler; il est sorti à deux heures, portant de la poudre et des chevrotines; il a fait un détour et est allé chercher son fusil déposé à l'avance dans une meule; il a mis à la place son parapluie, et s'est dirigé vers le bois de Fay. Là, il a chargé son arme avec soin et mis du papier sur les capsules pour les préserver de l'humidité; il a attendu plus de deux heures le passage de sa victime; il s'est embusqué à son approche derrière un arbre et a tiré son premier coup en plein corps. M. Boudois s'est affaissé, et il tombait comme une masse lorsque le second coup l'a atteint à la tête; Magnier s'est précipité sur lui et s'est emparé vivement de sa carmagnole, qu'il a abandonnée après en avoir retiré les valeurs; il a rechargé à plomb son fusil et l'a laissé dans les champs; puis, reprenant son parapluie, il a couru à Herbecourt, afin de se faire voir; il a organisé son voyage à Péronne, et le lendemain matin il cachait dans son grenier, rempli de paille et d'oillettes, la bourse et l'argent qu'il avait gardés jusque là dans ses vêtements; il prélevait une certaine de francs, acquittait d'anciens mémoires, et achetait encore de la poudre et du plomb, comme s'il avait déjà perdu le souvenir de ses deux derniers coups de fusil.

Tel est le récit qui a plusieurs fois reproduit avec une effrayante exactitude.

Cette lecture terminée, l'accusé subit interrogatoire et renouvelle à l'audience les aveux qu'il avait déjà faits à M. le juge d'instruction. Il raconte comment il a accompli son crime, et revient sur les détails qui précèdent et que nous croyons inutile de répéter.

M. le président procède ensuite à l'audition des témoins.

On entend M. le docteur Charles Alexandre, qui a procédé, avec deux de ses confrères, à l'autopsie du cadavre de la malheureuse victime. On a constaté sur le corps deux groupes de blessures: le premier occupait la partie supérieure, le deuxième le côté droit de la poitrine. D'après le rapport des médecins, la mort a été instantanée.

L'instituteur de Dompiere, chez lequel M. Boudois descendait lorsqu'il allait faire sa tournée de perception, raconte que le jour de l'assassinat M. Boudois, avant de se retirer, se félicitait de sa recette, et disait en souriant à l'instituteur que les voleurs feraient mieux de s'adresser à lui qu'à ceux qu'ils avaient arrêtés, disait-on dans la contrée, quelques jours auparavant. Puis il ajoutait en chargeant son fusil, que s'il rencontrait sur sa route un homme ne suivant pas son droit chemin, il saurait bien le forcer à le prendre.

C'est quelques heures après cet entretien que M. Boudois tombait assassiné. L'instituteur fut averti le soir même de cet affreux malheur; il se rendit tout ému au domicile de M. Boudois. C'est le même instituteur qui, après avoir examiné attentivement le papier qui servait de bourse au fusil, avait reconnu l'écriture de l'enfant de l'accusé.

M. Saint-Denis, brigadier de gendarmerie à Chaulnes, a joué un rôle actif et intelligent dans ce procès. C'est lui qui a visité les diverses maisons des braconniers et trouvé dans celle de Magnier des chevrotines et la bourse de M. Boudois; c'est lui qui, devant les réponses évasives de l'accusé, a poussé plus loin les investigations, et est parvenu à découvrir que les prétendues excursions de Magnier à Péronne, le jour même du crime, étaient mensongères.

C'est lui qui a trouvé les chevrotines qui avaient servi à la perpétration du crime. Aussi la conduite de M. le maire d'Estreux-Deniécourt et celle de ce brigadier ont-elles été l'objet de la part de la Cour des témoignages de satisfaction.

Un autre témoin, habitant Péronne, a raconté que le lendemain de l'assassinat il avait vu passer Magnier devant sa porte et l'avait arrêté pour lui demander si l'on connaissait l'auteur de l'assassinat. Magnier aurait répondu négativement, après avoir ajouté que M. Boudois était un brave homme, peu tracassier, ne faisant pas, selon ses expressions, de la peine aux gens.

Après l'audition des témoins, M. le procureur-général prend la parole et repousse, dans une rapide et éloquente improvisation, l'admission des circonstances atténuantes.

M. le procureur-général trace le caractère de l'accusé en quelques traits vigoureux; il démontre que ses aveux tardifs ont été amenés par les clartés mêmes de l'évidence, et conclut à ce qu'une répression sévère vienne arrêter l'audace des criminels qui semblent grandir depuis quelque temps.

La tâche de la défense, rendue difficile par tout ce que le crime de Magnier avait eu d'horrible dans sa froide préméditation, le devenait encore plus après la redoutable parole de M. le procureur-général, et pour la remplir dignement, il fallait unir au sentiment du devoir une étude sérieuse de tous les éléments qui pouvaient appeler la pitié du jury sur la tête d'un grand coupable. M. Bucquoy, avocat nommé d'office, s'est montré à la hauteur de sa tâche; sa parole a été émue, et elle a ému profondément.

M. le président des assises a résumé les débats avec beaucoup de clarté.

Le jury a rendu un verdict de culpabilité sans circonstances atténuantes.

La Cour, sur les réquisitions de M. le procureur-général, a condamné Magnier à la peine de mort, et ordonné que l'exécution aurait lieu sur une des places publiques de Péronne.

Magnier a été en quelque sorte atterré en entendant prononcer sa condamnation. La foule s'est retirée silencieuse.

## TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOURS.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Moulhier, vice-président.

Audiences des 10 et 11 janvier.

PROXÉNÉTISME. — UNE MARCHANDE DE MODES ET SES OUVRIÈRES. — UNE MÈRE PRÉVENUE D'AVOIR VENDU SA FILLE.

Le public ordinaire de la police correctionnelle a cédé une partie des places qu'il occupe habituellement à l'audience à une population plus choisie. C'est que l'affaire qui doit se juger aujourd'hui a défrayé depuis deux mois les conversations de la ville de Tours et des environs. Une femme, jeune encore, dans l'aisance, exerçant réellement une profession qui lui fournissait des moyens d'existence et qu'il n'eût dépendu que d'elle de rendre plus lucrative encore, est prévenue d'avoir joint à son industrie honnête celle d'entremetteuse au profit de ses nombreux visiteurs de Tours et des environs appartenant à la classe riche de la société. Quelques noms bien connus ont même été calomnieusement prononcés pendant le cours de l'information secrète, ce qui n'a pas peu ajouté à la curiosité publique. Les conversations qui s'engagent avant l'ouverture de l'audience roulent surtout sur le plus ou moins de probabilité d'un huis-clos que l'impudence de la population verrait ordonner avec beaucoup de désappointement. Des liasses énormes d'une correspondance volumineuse, des fioles, des paquets de plantes, indiquent des présomptions qui ont fait penser que cette affaire aurait bien pu avoir son dénouement devant une autre juridiction si les premiers indices avaient été confirmés.

Les deux prévenues sont amenées à midi sur les lances qui leur sont réservées. L'une d'elles, la femme Beaugé, la prévenue principale, est vêtue de noir; elle tourne le dos au public; un chapeau et un voile cachent pour un instant ses traits à tous les regards; mais à l'ouverture de l'audience, lorsque M. le président l'invite à répondre aux questions qu'il lui adresse, nous voyons une femme qui paraît âgée de plus de trente ans, dont le visage est maigre et pâle. Sa complice, la femme Bougé, est une femme de cinquante ans, dont la figure dénote une certaine dureté. Elle a le visage couperosé.

A midi et quart, le Tribunal entre en séance. Le bruit des conversations particulières fait alors place au silence le plus profond.

La femme Beaugé, pendant le temps qui s'est écoulé depuis son entrée, n'a cessé de paraître en proie à un mouvement convulsif qui l'agitait tout entière. De temps à autre un sanglot étouffé sort de dessous son mouchoir qu'elle retient d'une main crispée. Cependant, au moment où s'ouvre l'audience, elle paraît être redevenue maîtresse d'elle-même, et elle répond d'une voix voilée, mais qui ne manque pas d'une certaine douceur, aux questions qui lui sont adressées par M. le président.

La femme Beaugé s'exprime avec beaucoup de modération et d'une grande convenance de langage.

La seconde prévenue, la femme Bougé, se cache obstinément le visage dans ses deux mains. Au milieu de tous les faits qui sont reprochés à la prévenue principale, la femme Bougé n'est appelée à répondre qu'à la prévention d'excitation à la débauche de sa propre fille.

M. de Bouthillier-Chavigny, procureur impérial, occupe le siège du ministère public.

M. Robin est chargé de la défense de la femme Beaugé; M. Brizard doit présenter celle de la femme Bougé.

On procède à l'appel des témoins. Ce sont des jeunes filles, dont deux portent le costume des grisettes du pays. Les autres, couvertes de fourrures, de robes de soie et de chapeaux élégants, représentent sous des traits généralement réguliers et quelquefois piquants, le quart de monde de notre cité.

Un seul homme a été cité. C'est le sieur X...; il ne répond pas à l'appel de son nom. Il a sans doute préféré encourir les sévérités de la justice que de se trouver aux prises avec la curiosité publique, qui n'épargnerait probablement pas les épigrammes à ses cheveux grisonnants.

Il est condamné, sur les réquisitions du ministère public, à 50 fr. d'amende.

M. de Bouthillier-Chavigny se lève pour requérir le huis-clos, parce que les débats lui paraissent devoir être dangereux pour la morale publique. Mais le Tribunal, après en avoir délibéré, considérant que, quant à présent, il n'apparaît pas que les débats doivent nécessairement être dangereux pour les mœurs, ordonne, sauf à décider autrement s'il devait y avoir ultérieurement lieu, qu'en conformité de la règle générale de la publicité, il sera procédé publiquement aux débats.

M. le président: Femme Beaugé, levez-vous. Quels sont vos nom et prénoms? — R. (Nous n'entendons pas ses prénoms): Femme Beaugé.

D. Quel est votre âge? — R. Trente-deux ans.

B. Votre profession? — R. Marchande de modes.

D. Vous avez été mariée une première fois à un homme honorable dont je veux taire le nom, par pudeur pour sa mémoire? — R. Oui, M. le président.

D. Combien d'années avez-vous vécu avec lui? — R. Peu de temps; je suis restée veuve à vingt-trois ans.

D. Vous avez un fils qui est né de votre premier mariage? — R. Oui, monsieur; cet enfant demeure avec moi; il ne m'a jamais quittée.

D. Vous êtes restée veuve pendant plusieurs années? — R. Oui, monsieur, je suis restée veuve pendant quatre ans, et pendant ces quatre années j'ai demeuré continuellement dans la ville de Tours avec ma mère. On peut s'informer de la conduite que j'ai tenue pendant ces quatre années; je ne crains pas que l'on donne de mauvais renseignements sur mon compte.

D. Depuis combien de temps êtes-vous remariée? — R. Je me suis remariée pour la seconde fois il y a cinq ans, avec le sieur Beaugé.

D. Vous ne vivez pas avec lui? — R. Non, monsieur. C'est moi qui ai voulu me séparer d'avec mon mari; il y a de cela quatre ans.

D. Est-ce que vous êtes séparés de corps? — R. Non, monsieur, nous ne sommes séparés que de biens, mais nous ne vivons pas ensemble.

D. Pourquoi avez-vous demandé cette séparation? — R. Parce que mon mari ne voulait rien faire et se conduisait mal.

D. Quelle a été votre position d'argent à la suite de cette séparation de biens? — R. J'ai repris ce qui me revenait, environ 25,000 fr.

D. Vous avez avoué une partie des faits que l'on vous reproche. Votre avoué, bien que tardivement venu, après plus d'un mois de dénégations, me permet de vous demander si déjà, pendant votre seconde union, vous meniez la vie que l'on vous reproche aujourd'hui? — R. Non, monsieur.

D. On pourrait être tenté de le croire. Qui vous a amenée à vous conduire comme vous l'avez fait? — R. J'ai été un peu légère.

D. Ah! vous appelez cela un peu légère! mais il y a longtemps que vous menez une conduite on ne peut plus scandaleuse? — R. Oh! non, monsieur, pas depuis plusieurs années, mais assez récemment.

D. Je ne saurais admettre que votre mauvaise conduite fût

récente. La prévention vous reproche des faits qui remontent trop loin pour cela. Quelle excuse invoquerez-vous pour vous disculper? Vous aviez une certaine aisance, vous exerçiez une profession je parle de la profession honnête, qui vous faisait gagner de l'argent. C'est donc du dévergondage?... La prévention porte son mouchoir à ses yeux et ne répond pas.

D. Si encore vous aviez été seule à vous mal conduire! mais la servante, les ouvrières que vous aviez chez vous se conduisaient mal, sous vos yeux, par vos conseils et par votre exemple. — R. (D'un air dégoûté): Je n'avais pas à m'enquérir de ce qu'elles faisaient.

D. Comment! vous n'aviez pas à vous enquérir de ce qu'elles faisaient? C'étaient de très jeunes filles, presque des enfants, qu'on vous confiait; vous étiez la déléguée des mères de famille, et au lieu de veiller sur elles, de les tenir en garde contre la tentation, vous les livriez aux hommes qui fréquentaient votre maison, et vous répondiez de ce ton: Je n'avais pas à m'enquérir de ce qu'elles faisaient! Vous n'avez pas le sens moral! — R. Celles qui m'accusent n'avaient plus grand-chose à apprendre.

D. Quand toutes, et il s'en faut beaucoup qu'il en soit ainsi, auraient été débauchées déjà quand elles sont venues chez vous, ne comprenez-vous pas qu'il vous appartenait de les ramener au bien, au lieu de leur fournir le moyen de recommencer la mauvaise conduite qu'elles avaient menée jusqu'alors? C'est pas une excuse que de venir dire: Je n'avais rien à leur faire perdre! Mais sur d'autres, vous avez essayé de vos moyens de corruption, et il n'a pas dépendu de vous de réussir auprès de celles qui vous ont résisté. Vous n'y avez pas épargné vos efforts. — R. Je tiens de la tante de l'une de celles qui m'accusent le plus, que déjà elle se conduisait mal quand elle est venue chez moi.

D. Et la fille Graindorge, qui est entrée chez vous avant l'âge de quatorze ans, que vous avez vous-même conduite chez un jeune homme, s'est-elle mal conduite à cause de vous? — R. J'ignore ce qui s'est passé entre eux.

D. Est-ce pour que cet enfant pût continuer à recevoir les bons conseils que vous l'aviez commencé à lui donner que vous la laissez ainsi seule à seul avec ce jeune homme qui avait alors vingt-trois ans? Connaissez-vous ce jeune homme à qui vous aviez confié cette enfant? — R. Je le connaissais, mais pas sous des rapports qui dussent me faire rougir.

M. le président: Parce que vous ne rougissez pas facilement.

D. Indépendamment de ces reproches qui constituent la prévention proprement dite, je veux vous entretenir de certaines découvertes qu'on a faites chez vous, et qui ont dû préoccuper la justice, bien qu'en fin de compte elle n'ait pas trouvé les indications suffisantes pour vous poursuivre de ce chef. On a trouvé chez vous une véritable pharmacie de mauvais aloi, des instruments singuliers, et des témoins, la fille Loyal notamment, ont déposé que vous en aviez fait usage. — R. Je ne saurais expliquer par quelle fatalité on a pu faire chez moi des découvertes de ce genre, mais il est impossible que des témoins prétendent que j'ai fait usage soit des instruments, soit des breuvages.

D. Ne dites pas qu'il est impossible qu'ils le disent; vous savez qu'ils l'ont raconté dans l'information. On a trouvé entre autres une certaine plante chez vous, et la fille Loyal a déclaré que vous lui en aviez fait prendre une décoction. — R. Je réitère tous les serments que j'ai faits déjà.

D. Oh! ne faites pas de serments, les prévenus n'ont pas le droit d'en faire. — R. Je jure que je ne sais pas ce que cela veut dire.

D. Mais, comment se fait-il cependant que l'on fasse toutes ces découvertes dans votre domicile? — R. Je recevais tant de personnes! ma maison était en quelque sorte envahie par les étrangers. Quelqu'un qui m'en voulait aura pu introduire ces plantes pour me compromettre.

D. En effet, vous receviez une véritable foule: hommes et femmes venaient chez vous en si grand nombre! Je ne sais comment les heures pouvaient y suffire; mais ce n'était pas un motif pour que ces étrangers apportassent chez vous des substances abortives. — R. C'est une fatalité! On voulait me perdre.

M. le procureur impérial: Je ferai observer au Tribunal que lorsque nous nous sommes transportés dans la maison de cette femme, nous avons trouvé la plante en question dans un placard, au milieu des ustensiles de ménage d'un usage quotidien.

D. On a trouvé une sonde courbe tachée de sang? — R. Je ne peux comprendre comment cela s'est fait. C'est la fatalité. Je n'ai rien à me reprocher.

D. On a également trouvé chez vous de nombreux papiers qui ont été saisis. Correspondances, chansons, récits, gravures, tout était du même goût; c'étaient des scènes de la dernière obscénité qu'on ne doit retrouver que dans les plus mauvais lieux, et qu'on ne chanterait pas dans les cabarets du plus bas étage? — R. Ce n'est pas moi qui les ai inventées.

D. Soit. Mais vous les recueilliez, ces papiers. On les apportait chez vous, certain qu'on était de leur bien accueillir; vous les receviez avec empressement; vous les conserviez avec le plus grand soin. Ne sont-ce pas là les preuves de la vie dans laquelle il vous convenait de vous plonger? — R. Je les laissais là sans m'y arrêter; on les apportait à la maison, mais ils n'étaient pas à moi.

D. Mais il vous convenait de les recevoir et de les conserver. Il y a entre ces récits ignobles et les scènes où vous avez joué un rôle une affinité qui ne permet pas de les séparer. Je voudrais laisser toutes ces ordures, mais avant de passer à la prévention, je veux vous interpellier sur un fait qui est peut-être encore plus grave que tous ceux-là. Vous êtes mère, mère d'un fils de quatorze ans, et des témoins racontent que vous oubliiez à ce point les règles de la pudeur, que vous permettiez qu'il se livrât devant vous et jusque sur votre personne à des actes de la plus grave immoralité. — R. avec une certaine emphase: J'ai encore assez de dignité pour respecter son innocence.

D. Un témoin a raconté qu'un jour, avant votre lever, il entra dans votre chambre, et votre fils, qui jouait sur votre lit, alla jusqu'à lever le drap, en disant à cet homme: «Regardez donc ma mère!» (Mouvement de dégoût.) — R. Cet homme est un infâme.

D. C'est un acte si odieux qu'on a peut-être de la peine à le croire, mais cela n'est pas en dehors des vraisemblances en présence de la conduite qu'on vous connaît. — R. J'ai avoué tout ce que j'ai fait, j'aurais aussi bien confessé cette circonstance, si l'on était fondé à me la reprocher.

D. Convenez-vous aussi que vous avez aidé la femme Bougé dans la corruption de sa fille? — R. Non, monsieur, je ne suis pour rien dans les désordres de cette malheureuse.

D. Oh! je sais bien que vous n'iez ce fait particulier, mais vous savez quelle lutte s'est établie entre la mère et vous dans l'information. Vous vous renvoyiez l'une l'autre la reproche des désordres de cette fille, c'est à qui de vous se déchargera sur l'autre d'avoir vu et livré cette fille? — R. Je ne l'ai ni vendue ni livrée. Il y a eu seulement chez moi des conversations.

D. Qu'entendez-vous par des conversations? Voulez-vous parler du marché? — R. Il n'y a pas eu de marché, à ma connaissance.

D. Pouvez-vous bien le nier! Tenez, je vais vous rappeler les circonstances: M. X... va chez vous pour que vous le mettiez en rapport avec cette fille; vous envoyez chercher la mère, et comme votre appartement se compose de deux pièces, que dans l'une travaillent vos ouvrières et viennent vos pratiques, vous n'avez évidemment pas laissé s'échanger les propositions dans celle-là. Donc, la mère, M. X... et vous, tous trois avez passé dans l'autre pièce? — R. Non, monsieur, je n'ai point assisté à leur conversation.

D. Quand cela serait vrai, quoi qu'en dise X... qui raconte le prix qu'il vous a donné, est-ce que vous pouvez prétendre que vous ignoriez ce qui s'est passé? — R. On ne me l'a pas dit, mais je l'ai cependant bien su un peu.

D. Voyons, qu'est-ce que M. X... allait donc faire chez vous? — R. Il y venait aussi pour affaires.

D. Mais le commerce qu'il exerce est sans relations avec votre état de marchande de modes? — R. J'avais quelques intérêts communs avec lui.

D. Savez-vous ce que la mère a reçu pour prix de sa fille? — R. Oh! non, monsieur.

D. Allons, vous n'êtes pas curieuse. Nous savons que penser de tant de discrétion.

M. le procureur impérial: Est-ce que vous n'avez pas tenu, au moment même de cette infâme marché, un langage abominable à la femme Bougé? — R. Oh! non, monsieur; cette femme en impose audacieusement.

M. le procureur impérial: Voici ce que dit la femme Bou-

gé: «Comme je refusais les propositions qu'elle me faisait, la femme Beaugé m'exprima le regret que son fils ne soit pas gâté.» (Nouveau mouvement de dégoût.)

La prévenue répond par quelques sourdes exclamations.

M. le président: Le propos était digne de vous. Si vous ne l'avez pas tenu, il n'a rien d'in vraisemblable dans votre bouche. — R. J'ai été légère, mais je n'ai aucun reproche à me faire comme mère.

D. Vous êtes allée dans un jardin, couvrir sans vêtements au milieu du jour, et l'indignation des habitants des maisons voisines vous a contrainte à rentrer dans la maison. C'est une scène ignoble. Vous étiez donc ivre, comme cela vous est arrivé tant de fois? — R. Je ne voudrais pas qu'on m'accusât de cela. Je n'ai jamais commis d'inconvenance au grand jour, même à l'intérieur, encore moins au dehors.

D. Mais la fille Loyal, avec qui vous étiez, et qui n'a pas fait comme vous, raconte cette scène. Des voisins, vous ont vue? — R. Cette jeune fille a beaucoup d'amitié pour moi. Nous avions pris des fraises au vin, nous pouvions être gaies, mais les personnes qui étaient avec moi pourraient dire ce qui s'est passé.

## INTERROGATOIRE DE LA FEMME BOUGÉ.

D. Femme Bougé, vous avez, l'an dernier, livré votre fille, qui n'a aujourd'hui que dix-neuf ans? — R. Non, monsieur, qu'on m'en donne des preuves! ce sont les preuves qui font foi de tout.

D. Racontez-nous donc ce qui s'est passé entre vous et la femme Beaugé? — R. Nous étions saisis, pour de l'argent que nous ne pouvions payer. Mon mari, qui est sieur de long, était sans ouvrage. Quelqu'un me conseilla d'aller chez M<sup>me</sup> Beaugé, qui demandait des ouvrières. J'allai chez elle. Elle me dit de lui envoyer ma fille. En sortant de chez elle, avant de lui confier mon enfant, je voulais savoir ce qu'elle était. J'allai chez une fruitière, qui demeurait rue du Commerce, pas loin de chez elle. Je demandai à cette femme des renseignements sur M<sup>me</sup> Beaugé. Elle me répondit que si elle avait une fille, elle ne la lui confierait pas. Comme je lui racontai l'embarras où j'étais, cette femme me conseilla de lui demander de l'ouvrage pour faire chez moi. M<sup>me</sup> Beaugé, chez qui je retournai, me promit de m'envoyer chercher quand elle en aurait à donner à ma fille.

D. Quel ouvrage a-t-elle donné à votre fille? — R. Un jour M<sup>me</sup> Beaugé m'envoya chercher. Quand j'arrivai elle était occupée. Il y avait là M. X..., qui était assis sur le canapé. Il me fit asseoir et il me dit: «Vous êtes M<sup>me</sup> Bougé, vous avez une fille charmante; je connais votre histoire; si vous voulez me l'envoyer, je vous donnerai immédiatement 200 fr., plus tard je vous en donnerai d'autres, et je ferai travailler votre mari.» J'ai hésité un moment, puis j'ai refusé. Quand il fut parti, je demandai à M<sup>me</sup> Beaugé quel était ce monsieur. Elle me répondit que c'était un monsieur très riche, qu'il me ferait du bien: j'ai refusé de nouveau.

D. Cependant, vous avez consenti plus tard? — R. Non, monsieur, mais voici ce qui est arrivé: un jour nous avons rencontré M. X... à la foire; il nous accompagna jusqu'à la maison. Je lui ai offert un verre de vin et des gâteaux, et il me promit de donner de l'ouvrage à mon mari.

D. Ce n'était pas trop de sévérité après les ouvertures qu'il vous avait faites. Continuez. — R. Un dimanche, je vis à ma fille des bottines neuves. Je lui demandai d'où elle lui venait, elle me répondit... (la femme Bougé raconte ce dernier détail d'un ton calme et naturel): J'ai rencontré M. X..., je me suis arrangée avec lui.

D. Et vous ne lui avez rien dit? — R. Oh! si, monsieur, je lui ai fait des observations, mais elle m'a répondu: «Tu feras ce que tu voudras, mais cela continuera de la même façon.» Alors je l'ai emmenée à Paris.

D. Comment! cette conduite-là ne vous a pas inspiré d'autres sentiments? Vous êtes la mère d'une fille perdue, et vous ne songez pas à la faire enlever? — R. (d'un air de dignité offensée): Oh! monsieur, elle n'avait que M. X... Je ne la considérais pas comme perdue.

D. Vous vous hâtez de finir votre récit, mais vous n'avez pas emmené votre fille aussitôt que vous avez su ses relations avec M. X... — R. Je ne voulais plus qu'elle allât chez M<sup>me</sup> Beaugé.

D. Oui, mais vous la laissez aller chez M. X..., l'un veut l'autre. — R. Oh! monsieur, cela n'a duré que quatre mois.

D. N'était-ce pas quatre mois de trop? Vous saviez très bien où vous la conduisiez? — R. Non, monsieur, ce n'est pas moi qui la conduisais.

D. Oui, vous avez raison, mais le soir, pendant quatre mois, vous alliez la chercher. — R. Mais monsieur, j'y allais à neuf heures du soir, à l'heure où à Tours finissent toutes les journées.

D. Espérez-vous faire croire que vous alliez chercher votre fille chez cet homme qui vous avait donné de l'argent, qui vous avait marchandé votre fille, après l'y avoir laissée passer tout le jour, sans qu'il s'y fût rien passé d'immoral? — R. Mais, monsieur, je ne savais pas ce qui s'y passait.

D. N'espérez pas tromper la justice par cette histoire. Vous alliez chercher votre fille chez le sieur X... parce que vous ne vouliez pas qu'elle en reçût d'autres. Vous y trouviez votre indigne profit. C'est là ce que la loi appelle de l'excitation à la débauche. — R. Mais quand j'ai vu que cela continuait, je l'ai emmenée à Paris.

M. le procureur impérial: Non, vous l'avez emmenée à Paris après avoir rompu avec le sieur X..., et vous l'y conduisiez pour lui en procurer d'autres.

M. le président: Vous partagez avec votre fille ce que lui donnait le sieur X...? — R. Oh! non, monsieur.

D. C'est cependant l'opinion de X... Est-ce que la femme Beaugé, quand vous avez été à habiter Paris, ne vous a pas envoyé des hommes? — R. Oui, monsieur, mais on peut dire comment je les ai reçus.

M. le procureur impérial fait connaître que les notes de police apprennent que la femme Bougé était connue pour avoir une conduite peu régulière.

## AUDITION DES TÉMOINS.

Les filles citées comme témoins, racontent avec plus de détails les différents épisodes relevés dans les deux interrogatoires qui précèdent, qui n'ont pas duré moins de deux heures.

Fille Eugénie L... Elle a eu dix-sept ans au mois de mai 1861. Elle dépose: J'avais perdu mon père et ma mère; j'étais une première fois chez M<sup>me</sup> Beaugé à l'âge de onze ans comme domestique. Je n'y restai pas longtemps. Je n'étais pas assez forte. Elle me dit, un jour qu'elle me rencontrait plusieurs années après: «Petite fille, si tu as un jour besoin d'ouvrage, tu viendras m'en demander.» Je me suis rappelée cette promesse, et il y a un an, au mois d'août, ayant besoin de travailler, j'allai lui demander de m'employer. Dès en entrant elle me donna de mauvais conseils. Il venait chez elle un grand nombre d'hommes. Elle me dit de les laisser faire tout ce qu'ils voudraient. J'ai résisté longtemps, mais j'étais si jeune! je ne connaissais personne, j'ai fini par céder.

D. Combien de temps êtes-vous restée chez elle? — R. Quatre mois.

D. Combien a duré votre résistance? Le témoin ne répond pas.

D. Ne vous conduisiez-elle pas aussi au dehors? — R. Oui, monsieur, deux fois; mais ordinairement on venait à la maison.

D. Venait-il quelquefois plusieurs hommes à la fois? — R. Oui, monsieur, souvent deux ou trois.



D. Quelle part aviez-vous dans le prix des faveurs que vous accordiez aux hommes? — R. J'étais payée comme une domestique. Je ne recevais rien en dehors. Tout ce qui pouvait être payé par ces messieurs revenait à M<sup>me</sup> Beaugé.

D. Ne vous est-il pas arrivé de recourir aussi à la prostitution de votre maîtresse? — R. Oui, monsieur. J'avais une science de votre maîtresse, et elle me dit qu'elle avait un retard d'un mois, je lui en fis part, et elle me dit qu'elle allait me faire prendre quelque chose. Elle m'envoya chercher pour 15 sous de drogue, quelle fit bouillir dans beaucoup de café, et elle m'a fait avaler cette boisson.

Le témoin raconte encore la scène du marchand d'œufs et du fils de la prévenue. La femme Beaugé oppose à tous ces récits des dénégations hautes et énergiques.

Le second témoin, la fille Julie G..., est une grisette extrêmement jolie, mais qui est beaucoup moins bien dotée sous le rapport de l'intelligence. Il résulte de sa déposition qu'elle y remplissait, comme le précédent témoin, un office tout différent, et qu'elle pure selon elle, moi, pendant cinq semaines qu'elle est restée chez l'accusée, en affaire à tant d'hommes, qu'elle ne sait en dire le nombre. Elle était conduite souvent sur la rue Royale par sa maîtresse, avec laquelle elle rentrait quand elle avait fait une rencontre. La femme Beaugé gardait tout pour elle.

La fille Louise R... fait la même déposition. On la payait en diners et en parties de campagne, auxquels la femme Beaugé prenait toujours part.

La fille G..., qui dès l'âge de treize ans et demi a été détournée par la femme Beaugé, Pauline B... et Eugénie R... font des dépositions analogues.

M. le président, à la femme Beaugé : Toutes vos victimes n'étaient pas dans les mêmes dispositions d'esprit, et si vous avez trop facilement réussi auprès des témoins que nous venons d'entendre, que la misère, la coquetterie ou de mauvaises suggestions avaient déjà préparées à recevoir vos détestables inspirations, vous savez qu'il est un certain nombre de jeunes filles sages auprès desquelles vous avez échoué, après des tentatives répétées? — R. Une ou deux tout au plus.

D. Il y en a beaucoup plus que vous ne l'avouez, mais tout le monde comprend le sentiment qui a empêché d'appeler ces jeunes personnes restées pures, pour venir raconter vos efforts auprès d'elles. Nous n'avons fait venir qu'une seule de ces personnes, parce qu'elle est mariée aujourd'hui et qu'elle habite loin de Tours.

M<sup>me</sup> P... (Le témoin, dont l'air modeste et recueilli contraste avec celui des témoins précédents, dépose presque à voix basse) : Avant mon mariage, j'eus l'occasion de faire travailler M<sup>me</sup> Beaugé. Elle eut, un jour, l'infamie de me proposer de me prêter sa maison pour y recevoir un jeune homme qui voulait, disait-elle, m'avoir pour maîtresse. J'ai repoussé comme je le devais une pareille proposition.

M. le président, à la femme Beaugé : Rien n'arrêta donc votre audace? Voilà une jeune fille qui appartient à une famille honorable, dont les parents ont de l'aisance, et que vous voulez, elle aussi, envelopper dans votre corruption générale? — R. Si j'ai fait demander cela à madame, c'est qu'elle m'avait fait proposer 300 fr. pour lui apprendre les modes. Je lui ai parlé de cela sans mauvaise intention.

M. le président : Comment! sans mauvaise intention! Mais où donc en êtes-vous venue? Dans quelle dégradation êtes-vous donc tombée qu'il vous paraisse possible, sans mauvaise intention, de proposer à une jeune fille sage de devenir la maîtresse de quelqu'un?

Fille Bougé. Le témoin est une grande fille brune, mise avec la plus grande élégance, qui entre à l'audience le sourire aux lèvres, sans que la vue de sa mère, prévenue dont les vêtements sordides accusent la misère, arrête ce sourire.

D. Quel âge avez-vous? — R. Dix-neuf ans le 15 septembre dernier.

D. Vous connaissez la femme Beaugé? — R. Oui, monsieur, j'ai fait sa connaissance au mois d'octobre dernier.

D. Étiez-vous restée sage jusqu'à là? — R. Non, monsieur, j'avais déjà connu quelqu'un, une seule personne. (Elle raconte dans les mêmes termes que sa mère, sous la même influence, les relations qu'elle a nouées avec le sieur X...)

D. Votre mère savait-elle, quand ces relations se sont établies avec X..., que vous aviez déjà manqué à vos devoirs? — R. Non, monsieur.

D. Alors elle pouvait croire qu'elle ne promettrait que ce qu'elle pouvait tenir? — R. Oh! ma mère ne m'a pas livrée, je me suis donnée moi-même.

D. Mais qui vous a déterminée à céder aux sollicitations de X...? — R. J'étais sollicitée vivement par M<sup>me</sup> Beaugé. Elle me promettait de l'argent, des maisons; j'ai d'abord fait des difficultés, mais à force de l'entendre répéter la même chose j'ai fini par me rendre.

D. Savez-vous combien elle a reçu pour prix de ses conseils? — R. 50 fr., je crois.

D. Et vous? — R. Oh! pour moi, on ne m'a rien donné, ni elle, ni d'autres.

D. Ni d'autres? En effet, vous n'avez pas eu affaire qu'à X...? — R. Oui, monsieur, j'ai connu deux ou trois autres personnes.

M. le président : C'est cela, deux ou trois autres! Que vous fait le nombre? Un de plus, un de moins! Était-ce la coquetterie qui vous poussait? Regardez donc votre mère. Si vous étiez venue comme elle, cela atténuerait un peu votre faute! Quand on lui reproche, à elle et à la femme Beaugé, de vous avoir corrompue, elles n'avaient pas à combattre une vertu bien robuste. Voyez où votre conduite vous a menée : vous êtes mise comme une grande dame, et votre mère, presque en haillons, est par vous conduite à la police correctionnelle! Allez vous asseoir.

Cette véhémence apostrophe, à la suite de laquelle la fille Bougé essaie de verser quelques larmes, met fin aux dépositions des témoins.

M. le procureur impérial, dans un réquisitoire énergique, inspiré par une noble indignation, flétrit à grands traits toutes ces existences d'une immoralité révoltante, et conclut surtout contre la femme Beaugé à l'application de la loi dans toute sa sévérité.

M<sup>rs</sup> Robin et Brizard présentent successivement la défense des femmes Beaugé et Bougé, qui sont condamnées, après délibéré en la chambre du conseil, la première à un an de prison, et la seconde à trois mois de la même peine.

La femme Beaugé, en entendant prononcer cette condamnation, pousse de véritables hurlements, en se roulant sur son banc, d'où les gardes l'emmènent avec peine. Quant à sa complice, elle semble s'estimer heureuse d'en être quitte à ce prix.

Le Tribunal a écarté la circonstance aggravante d'adultère, et a admis des circonstances atténuantes.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le statut du 19 avril 1857 sur l'agrégation des Facultés ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1861 ;

Vu les articles 10 et 11 du décret du 22 août 1854 ainsi conçus :

(Art. 10). Les agrégés continuent à être nommés au concours ;

(Art. 11). Les agrégés sont à la disposition du ministre, qui peut les attacher temporairement aux diverses Facultés du même ordre, selon les besoins du service ;

Vu les arrêtés des 18 mai et 15 octobre 1861, par lesquels sept places d'agrégés des Facultés de droit (section de droit civil et criminel) ont été affectées au concours ouvert à Paris le 18 novembre 1861 ;

Vu les procès-verbaux des opérations du jury institué pour ledit concours par arrêté en date du 5 novembre 1861, et notamment la délibération du 30 décembre 1861, à la suite de laquelle le jury a dressé, par ordre de mérite, la liste des candidats admis ;

Après avoir constaté la régularité des opérations :

Arrête :

Sont institués agrégés près les Facultés de droit (section de droit civil et criminel) :

MM. Exupère Caillemier, Robert-Alfred Toutain, Aimé-Pierre Bon, Albert-Augustin Vaugois, Henry-Antoine Rozy, Léonce-André-Michel Cassin, Augustin-Casimir Trouiller.

Conformément aux dispositions de l'article 24 du statut du 19 août 1857, cette décision ne sera définitive qu'après l'ex-

piration du délai de dix jours accordé aux concurrents pour se pourvoir devant le ministre contre les résultats dudit concours.

Fait à Paris, le 9 janvier 1862.

ROULAND.

## CHRONIQUE

PARIS, 14 JANVIER.

M. le procureur-général près la Cour de cassation recevra mardi prochain 21 et les mardis suivants.

— Un affreux accident vient de plonger dans la désolation deux familles honorables. M. le vicomte Pierre de Rémusat, fils de M. Charles de Rémusat, de l'Académie française, et gendre de M. Cibiel, ancien membre de la Chambre des députés, est mort hier des suites d'une chute de cheval. Voici dans quelles circonstances ce fatal événement a eu lieu : Hier lundi, entre neuf et dix heures du matin, M. Pierre de Rémusat sortit de l'hôtel qu'il habitait avenue Gabriel, 24, pour aller faire une promenade. Le cheval qu'il montait, après avoir fait une centaine de pas au trot, effrayé tout à coup, prit le mors aux dents, et s'élançant avec une extrême vitesse, s'engagea dans la rue de Pontthieu. Vainement M. de Rémusat fit d'énergiques efforts pour maîtriser l'animal furieux. En arrivant rue de Berry, le cavalier, épuisé, fut désarçonné et lancé par-dessus la tête du cheval sur le pavé, où il resta étendu sans mouvement. Des sergents de ville s'empressèrent de le relever, et ne sachant ni son nom ni sa demeure, ils le transportèrent évanoui à l'hospice Beaujon. Là, de prompts secours lui furent administrés, et au bout de quelque temps il reprit connaissance. Malheureusement les blessures qu'il avait reçues dans sa chute étaient d'une extrême gravité, et malgré les soins intelligents qui lui furent prodigués, il succomba au bout de trois heures après une douloureuse agonie. Son corps, par les soins de sa famille, avertie dans l'intervalle, a été rapporté à son domicile.

M. Pierre de Rémusat n'était âgé que de trente-deux ans.

Après avoir terminé d'excellentes études, il s'était fait recevoir avocat à la Cour de Paris, et avait suivi le Palais pendant quelques années. En le quittant, il avait laissé parmi ses jeunes confrères le souvenir des qualités qui distinguaient son intelligence et son esprit. La nouvelle de sa mort si prématurée et si cruelle excitera de vifs et sincères regrets chez tous ceux qui l'ont connu.

— Un incendie s'est manifesté hier, vers midi, dans une fabrique de tuiles située quai de la Gare prolongée, 50, à Ivry. Le feu s'est propagé si rapidement qu'en quelques instants plusieurs bâtiments se sont trouvés embrasés. Au premier avis, les sapeurs-pompiers des postes voisins et ceux d'Ivry et de Vitry se sont rendus au pas de course sur les lieux avec sept pompes, qui ont été mises sur-le-champ en manœuvre, avec le concours des habitants des environs et d'un fort détachement du 89<sup>e</sup> régiment de ligne. Le feu a été énergiquement attaqué sur toutes ses faces; et au bout de deux heures et demie de travail on est parvenu à s'en rendre complètement maître. Mais déjà plusieurs corps de bâtiments étaient réduits en cendres, et la perte s'élevait à environ 15,000 fr. Le fabricant incendié était assuré.

Trois des travailleurs ont été plus ou moins grièvement blessés ; ce sont les sieurs Moret et Marguers, âgés de vingt-six ans, soldats au 89<sup>e</sup> de ligne, et Marot, âgé de quinze ans, journalier. Leurs blessures ne paraissent heureusement devoir mettre la vie d'aucun d'eux en danger. D'après l'enquête qui a été ouverte immédiatement par M. le commissaire de police de la localité, la cause de cet incendie paraît être accidentelle.

## VARIÉTÉS

DE L'ASSISTANCE EN PROVINCE, par M. de MAGNITOT, préfet de la Nièvre.

Il y a cinq ans, nous rendions compte dans les colonnes de ce journal d'un ouvrage et d'un projet d'organisation qui nous paraissaient devoir se recommander tout particulièrement à l'attention du public et de l'administration supérieure. Cet ouvrage était le *Traité* que venait de publier M. de Magnitot sur l'état du paupérisme en France; ce projet était celui qu'avait conçu et que se proposait de mettre en pratique l'honorable magistrat pour arriver à l'extinction de la mendicité dans le département qu'il dirige depuis plusieurs années avec tant d'intelligence et de dévouement. A l'apparition de son livre, qui contenait des révélations pleines d'intérêt, les aperçus les plus judicieux et l'ensemble du système qui en devait être la conclusion finale, il n'était personne assurément qui n'applaudît de tout son cœur aux sentiments généreux de M. de Magnitot et à la noble initiative qu'il prenait. Mais quel allait être le résultat de ses efforts dans l'accomplissement d'une tâche où il n'avait pas à compter que sur son propre courage, ou le but ne pouvait être atteint qu'avec le concours actif de ses administrés? N'était-il pas à craindre que l'indifférence des uns, l'égoïsme mal entendu des autres, ne fissent avorter l'œuvre dans son principe et ne vissent l'ajouter au nombre de ces utopies humanitaires devant lesquelles on s'incline avec respect, mais qui ne laissent que le souvenir d'une infructueuse tentative? Le temps seul devait prononcer à cet égard, et jusques là, tout en faisant des vœux sincères pour la réussite de l'entreprise, on pouvait redouter que l'expérience ne répondît pas complètement ni à la sage combinaison des mesures, ni à la pensée si hautement morale dont s'était inspiré leur auteur.

L'Académie des Sciences morales et politiques partageait elle-même ces appréhensions, lorsqu'en 1857 elle décernait à M. de Magnitot le prix fondé par M. le baron de Morogues en faveur du meilleur ouvrage publié sur l'état du paupérisme et sur les moyens d'y remédier.

« Le mécanisme dont il s'agit, disait son rapporteur, M. Léonce de Lavergne, ne nous est pas assez connu pour que nous puissions l'apprécier dans tous ses détails, et ce que nous en savons nous inspire encore quelques doutes, non que nous repoussions le principe de l'assistance, qui nous paraît, au contraire, nécessaire dans une juste mesure, mais parce qu'il ne nous est pas démontré que la forme adoptée soit en effet la meilleure. L'expérience commence à peine. Il faut plusieurs années et même plusieurs périodes quinquennales pour la bien juger. Tout ce qu'on peut dire pour aujourd'hui, c'est que les premiers résultats paraissent bons, au moins pour l'extinction de la mendicité, la plus hideuse manifestation de la misère. »

Depuis l'époque où ces lignes étaient écrites, les années ont marché, l'œuvre fondée par M. de Magnitot a fait ses preuves; à une première période quinquennale en a succédé une seconde, et l'on peut affirmer aujourd'hui que l'entreprise a reçu de la main même du temps une consécration éclatante. M. de Magnitot, dans le nouvel ouvrage qu'il vient de publier, fait connaître au pays les résultats de toute nature qu'a donnés, dans le département de la Nièvre, la mise à exécution de son système, et ces

résultats, en vérité, sont tels qu'il ne peut y avoir désormais qu'un vœu à former, c'est celui d'en voir le bienfait se répandre le plus rapidement possible dans les autres départements de la France.

Avant d'en retracer ici une courte analyse, il importe de rappeler en quelques mots sur quoi se fonde l'institution et comment elle fonctionne.

L'article 274 du Code pénal dispose que toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement, et sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité.

Un établissement de ce genre existait et existe encore dans le département de la Nièvre; quiconque était trouvé mendiant pouvait dès lors être arrêté, et condamné correctionnellement aux peines portées par la loi.

Mais était-ce là un remède véritable à la plaie de la mendicité? Incontestablement non. D'une part, il n'était pas d'établissement, si vaste fût-il, qui pût donner asile à toutes les misères, et de l'autre, ce n'étaient pas des condamnations pénales qui pouvaient supprimer l'indigence, taire les sources de la mendicité, aider l'homme à briser des habitudes de fainéantise pour entrer dans la voie de la moralisation et du travail. Aussi était-il notoire qu'en dépit des condamnations judiciaires et nonobstant l'existence du dépôt de mendicité, le nombre des mendiants tendait plutôt à grossir chaque année qu'à décroître. Le département de la Nièvre n'en comptait pas moins de 4,222 en 1855, sans y comprendre les vagabonds étrangers, et l'on avait fait le calcul que ces 4,222 mendiants grevaient la population d'un impôt annuel de 1,541,030 fr., c'est-à-dire d'une somme qui dépassait de près de 200,000 fr. le chiffre total de la contribution foncière.

L'insuffisance du système légal étant si énergiquement démontrée, M. de Magnitot pensa qu'il était indispensable de le fortifier et de le compléter par l'emploi de mesures d'un autre ordre. Il fallait, selon lui, tout en réservant l'application de la loi dans les termes de l'article 274, combiner son action avec un état de choses dans lequel toutes les misères réelles seraient soulagées, des moyens de travail seraient mis à la portée de chaque indigent valide, ce qui, laissant dorénavant sans cause, sans prétexte, sans excuse le renouvellement du délit de mendicité, devait avoir pour effet inévitable de réduire dans une énorme proportion le nombre des délinquants.

Restait à trouver les ressources à l'aide desquelles un aussi heureux résultat pouvait s'obtenir. M. de Magnitot espérait que la charité privée lui fournirait, à elle seule, la somme dont il avait besoin, et que l'intérêt même des habitants devait être une garantie certaine de leur empressement à le seconder et de la stabilité de leur assistance. Dans la Nièvre comme dans les autres départements, la charité privée s'épuisait en sacrifices considérables. Mais abandonnée à elle-même, elle n'opérait pas toujours avec clairvoyance et discernement, ne faisait pas tout le bien qu'elle pouvait faire, et n'avait notamment aucune utilité appréciable au point de vue de l'extinction de la mendicité. Il s'agissait d'en prendre en main la direction, de la discipliner, de l'organiser, d'en condenser les forces pour les faire converger vers un même but. Il s'agissait de faire comprendre à la population riche ou aisée du département l'immense avantage qu'il y avait pour elle à placer une partie de ses aumônes sous la tutelle éclairée de l'administration, et à se voir libérée, en échange, de l'oppression et des scandales dont elle avait depuis si longtemps à gémir.

Tel fut le plan que se proposa M. de Magnitot. Des commissions de bienfaisance furent, en conséquence, instituées dans les communes; un appel fut adressé aux administrés pour les inviter à signer des souscriptions quinquennales, souscriptions purement volontaires et dont les fonds devaient être exclusivement affectés à secourir les familles nécessiteuses, les infirmes, les gens qui manquaient accidentellement de travail.

Comment le département de la Nièvre répondit-il à cet appel? L'élan dépassa, on peut le dire, toutes les prévisions, et rarement un projet, dû à l'initiative de l'administration, ne fut accueilli avec une plus ardente sympathie. Dès 1856, le nombre des souscripteurs s'élevait à 19,522, et le total des fonds qui pendant cinq ans devaient constituer le budget annuel des pauvres du département, atteignait la somme de 242,384 fr.

Se produisit alors un fait bien digne de remarque, et qui vint mettre en lumière cette vérité trop peu connue, que c'est moins par l'exubérance des secours de la charité que par le bon emploi qui en est fait, qu'on peut combattre le paupérisme. Agissant dans l'isolement et sans guide, la charité privée, malgré l'étendue de ses sacrifices, alimentait plus qu'elle ne contribuait à éteindre la mendicité. Il advint, au contraire, qu'avec un ensemble de cotisations représentant à peine le sixième de ce qui se dépensait auparavant, on put, grâce à la sage dispensation qui en fut faite, non seulement pourvoir à tous les besoins, mais encore créer un fonds de réserve, en prévision des éventualités de l'avenir. Ce fonds de réserve, produit des économies faites sur le montant des cotisations annuelles, dépassait, en 1860, 300,000 francs. Ces 300,000 francs étaient placés en rente sur l'Etat au nom des pauvres de chaque commune, et formaient pour eux un patrimoine particulier destiné à grandir d'année en année, et à rendre, par la suite, inutile le retour des souscriptions individuelles. Notons, du reste, que les économies en question, quelque larges qu'elles furent, ne se réalisèrent jamais que sur l'excédant des cotisations, et satisfaction préalable donnée, ce qui était le but essentiel de l'œuvre, à toutes les misères qu'il était convenable de secourir.

« A l'indigent dénué de tout, dit M. de Magnitot, on donne ce qui lui est nécessaire. S'il est infirme, incurable ou malade, les portes de l'hospice ou de l'asile lui sont ouvertes suivant les cas; l'admission au dépôt de mendicité, à titre d'acte de bienfaisance, n'est même jamais refusée au pauvre qui, sans asile, sans ressources, et muni d'ailleurs de certificats propres à constater son identité, demande un abri où il puisse se reposer sa tête. »

« Au nécessiteux qui a des besoins, on accorde des secours temporaires, et généralement, s'il est valide, la justification de ses efforts et de son travail est la condition de libéralité dont il est l'objet... Le secours comme condition du travail relève la dignité de celui qui le reçoit, l'encourage, le fortifie, et, dans aucun cas, il ne saurait favoriser l'imprévoyance, c'est-à-dire la fainéantise, qui devient, au contraire, une cause d'exclusion. »

C'est ainsi qu'en répartissant avec une sage mesure les sommes offertes par la charité, on s'est trouvé avoir tout à la fois fonds suffisants pour subvenir aux nécessités du jour, et un précieux superflu permettant d'assurer à l'indigent dans l'avenir une ressource qui lui était définitivement acquise.

La ne se bornèrent pas les conséquences de l'institution, et d'autres résultats non moins importants ne tardèrent pas à se manifester.

La mendicité n'ayant plus de cause et disparaissant presque subitement de toute la surface du département, il était impossible que cette révolution ne s'accomplît pas au profit du travail, et ramener l'homme au travail c'était le ramener à ces instincts, à ces habitudes de moralité qui sont la première et la plus saine expression de la civilisation d'un pays.

Aussi vit-on bientôt augmenter dans de notables proportions le budget des Caisses d'épargne, dont les variations suivent ordinairement celles du travail. Les Caisses d'épargne de la Nièvre, qui ne comptaient en 1855 que 1,709 livrets et un actif de 893,179 fr., comptaient en 1860 4,004 livrets et un actif de 1,273,576 fr.

A côté de cela, l'instruction primaire suivait une marche ascendante non moins significative, et dont le progrès ne pouvait être encore qu'un des bienfaits de la nouvelle organisation de l'assistance.

La mendicité était auparavant une sorte d'industrie à laquelle se voyait condamnée, dès le berceau, une foule de malheureux enfants; on les dressait à l'état de mendiant, qui, s'il était plus immoral que d'autres, était souvent plus productif. La mendicité supprimée, les écoles primaires trouvèrent naturellement une abondante recrue dans ces enfants, qui, admis pour la plupart au bienfait de l'éducation gratuite, vinrent y puiser des principes religieux et s'y former à des règles de discipline et de sociabilité dont ne tendait que trop à les éloigner la triste profession de leurs parents. En 1855, les écoles primaires de la Nièvre recevaient 28,000 élèves; en 1860, et par suite d'une progression toujours croissante, elles en recevaient 42,907. Le produit de la rétribution scolaire était, en 1855, de 104,136 fr.; en 1860, de 145,710 fr.; au moyen de cette augmentation, le Trésor était exonéré de la subvention annuelle qu'il accordait à la Nièvre pour dépenses obligatoires des écoles.

Il était difficile qu'au milieu de ces signes généraux de moralisation, ne s'en révélât pas un autre qui avait aussi sa valeur. Il existe, comme on sait, certaines classes de délits qui se commettent le plus habituellement par les vagabonds et les mendiants. La diminution de ces délits allait également concorder, par un enchaînement logique, avec la suppression de la mendicité. La période de 1856 à 1860 présentait, sur celle de 1851 à 1855, une décroissance de 1,819 dans le nombre de ces délits.

Les incendies attribués à la malveillance, et dont les auteurs restaient inconnus, s'étaient élevés à 220 dans la période de 1851 à 1855; ce nombre tombait à 79 dans la période de 1856 à 1860.

Tous ces résultats, dont nous ne pouvons donner ici qu'un aperçu très sommaire et très incomplet, mais qui développent à merveille M. de Magnitot dans son dernier ouvrage, tous ces résultats, disons-nous, peuvent impliquer sans doute d'autres causes qui ont dû concourir, dans une certaine mesure, à leur réalisation. Quand on considère néanmoins comment ils ont coïncidé presque immédiatement avec les innovations introduites par M. de Magnitot dans le système de l'assistance; comment aussi les améliorations qui se sont accomplies sont particulières au département de la Nièvre et ne se produisent ailleurs ni avec les mêmes caractères, ni avec la même étendue, ce serait fermer les yeux à l'évidence que refuser d'en reporter l'honneur à l'habile et féconde organisation qui a été inaugurée en 1856.

Le département de la Nièvre, au surplus, ne s'y est pas mépris. Pénétré qu'il était de l'importance des avantages obtenus et de l'intérêt qu'il avait à s'en assurer le maintien, il a prouvé, en dernier lieu, combien il continuait à s'associer à la pensée de son honorable administrateur, et il a rendu au succès de l'expérience qui venait d'être faite, l'hommage le moins équivoque. La première période quinquennale expirant en 1860, les souscriptions disparaissaient, l'œuvre ne restait qu'avec l'insuffisante ressource des économies effectuées, un nouvel appel devait être fait aux habitants pour une nouvelle période de cinq années. Ce nouvel appel fut accueilli avec plus d'empressement encore que celui de 1856. Non seulement les sommes qui devaient entrer chaque année dans les caisses de secours allaient permettre de soulager la misère avec la même facilité que par le passé, et d'accroître le fonds de réserve par les épargnes successives qui seraient faites, mais l'augmentation du nombre des souscriptions vint clairement démontrer jusqu'à quel point l'esprit de l'institution s'était répandu dans les masses, et comment se trouvait par là même garantie pour l'avenir la permanence de l'œuvre. Les souscriptions originales étaient, comme nous l'avons dit, de 19,522; celles de 1860 atteignirent le chiffre de 22,833!

Des faits pareils n'ont pas besoin de commentaire, ils portent avec eux leur enseignement, et après l'épreuve qui vient de se faire, il n'est pas possible de douter que l'exemple donné par M. de Magnitot ne trouve bientôt parmi ses collègues de zélés imitateurs. Le sentiment de la charité n'est pas, en France, le privilège d'un seul département; il est profondément empreint dans les mœurs du pays tout entier; il forme une des plus éminentes qualités du caractère français. Les services qu'il rend dans un département, il peut les rendre dans un autre. Il ne s'agit que de savoir le diriger et en faire sortir tout le bien qu'il comporte.

Les deux ouvrages qu'a publiés M. de Magnitot, l'un sur son projet, l'autre sur l'exécution qui l'a suivi, seront sous ce rapport d'indispensables auxiliaires. Ils sont pour leur auteur un titre de plus à la reconnaissance du pays dans lequel ils ont pour but de généraliser les bienfaits de l'assistance. Au temps où nous vivons, ce ne sont pas les livres qui sont rares, mais ceux qui tendent à propager des idées pratiques et utiles.

Ad. LACAN.

En vente chez Germer Baillière : le *Traité pratique de médecine légale*, par M. Casper, professeur à Berlin, traduit de l'allemand sous les yeux de l'auteur. 2 vol. grand in-8°, 15 fr.; avec atlas colorié, 27 fr. *Des Hallucinations*, par le docteur Briere de Boismont. 1 vol. in-8°, 7 fr. *Les Médecins moralistes*, par M. Woillez. 1 vol. in-8°, 6 fr.

## AVIS

Dans la dernière quinzaine de décembre, les MAGASINS DU LOUVRE traitaient en ANGLETERRE une opération dont on parle beaucoup dans le monde commercial, et qui, assurément, aura un énorme retentissement.

Ils achetaient en SOLDE, c'est-à-dire avec une réduction considérable sur les prix du commencement de la saison, pour deux millions de Tapis et de CARPETTES.

Déjà les MAGASINS DU LOUVRE ont pu faire sortir de la Douane la plus grande partie de ces magnifiques Tapis, et depuis mardi ils mettent en vente ces immenses affaires, dont le BON MARCHÉ si EXTRAORDINAIRE est un véritable événement.

## AVIS

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du



journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un mandat sur la poste ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'Administrateur du journal.

## Bourse de Paris du 14 Janvier 1862.

3 0/0	Au comptant, D <sup>re</sup> 68 95.—Hausse « 85 c.
	Fin courant. — 69 20.—Hausse « 20 c.
4 1/2	Au comptant, D <sup>re</sup> 97 10.—Hausse « 30 c.
	Fin courant. — 97 50.—Sans chang.

La vogue universelle dont jouissent le Siroc et la Pate

## Ventes immobilières.

## AUDIENCE DES CRIÉES.

## IMMEUBLES EN MÉDOC (GIRONDE)

Etude de M<sup>re</sup> BARINCOU, avoué à Bordeaux, rue du Parlement-Sainte-Catherine, 16.

Vente par licitation, en deux lots, le mardi 28 janvier 1862, à midi, en l'audience des criées du Tribunal civil de Bordeaux :

1<sup>er</sup> D'un DOMAINE appelé Montrose-Ségur, situé dans la commune de Saint-Estèphe, sur les bords de la Gironde, à quatre kilomètres environ de Pauillac.

Ce domaine, presque entièrement planté en vignes, est susceptible d'un produit moyen de 100 tonnes de vin par année.

Il est classé second deuxième grand cru du Médoc.

Il existe sur ce domaine une maison de maître, des logements pour l'homme d'affaires et les domestiques, des bâtiments d'exploitation, une fourrière, des jardins, agréments, bois, prés, etc.

La publication légale des Actes de Sociétés est obligatoire, pour l'année 1862, dans le MONITEUR UNIVERSEL, la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES

## SOCIÉTÉS.

Etude de M<sup>re</sup> GUYON, notaire à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, 25.

## ERRATUM.

Feuille du treize-quinze courant, annexe numéro 8023, société CATILLON et LEBLOND, à la dixième ligne, lisez : « Rue Française, 12, et non 17. »

(8033) Signé GUYON.

Etude de M<sup>re</sup> Engène BUISSON, avocat-avocat à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 42, successeur de M. J. Bordeaux.

D'un acte sous seings privés, fait double et treize et un décembre mil huit cent soixante et un, enregistré à Paris, le...

Entre : M. Guillaume-Bernard DUCASSE et M<sup>re</sup> Marie-Elisabeth PAGERIE, son épouse, veuve en premières nocces de M. Michel CLAVEAU, négociants, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 14 et 16.

Agissant conjointement et solidairement, El M. Bernard MEGONE, négociant, demeurant à Londres, New Earl street Cannon street.

La signature sociale de la société DUCASSE, CLAVEAU et C<sup>ie</sup>, établie entre les susnommés par acte sous seings privés, fait double le trois avril mil huit cent cinquante-huit, enregistré à Paris, le quinze du même mois, folio 175, recto, case 4, sera, comme par le passé, DUCASSE, CLAVEAU et C<sup>ie</sup>, et appartiendra à M. Megone comme à M. Ducasse.

Les associés ne pourront en faire usage que dans l'intérêt et pour les affaires de la société à peine de nullité des engagements contractés même à l'égard des tiers.

Pour extrait : (8037) E. BUISSON.

D'un acte sous seing privé, en date à Paris du premier janvier mil huit cent soixante-deux, enregistré entre :

M. Jean-Baptiste DECUSSE, fabricant de meubles, demeurant à Paris, rue des Marquises, 1.

Et M. Jean-Marie LAURENDET, menuisier en meubles, demeurant à Paris, rue de Cotte, n. 4.

Il appert :

Que la société formée entre les susnommés, suivant acte sous seing privé, en date du sept mai mil huit cent soixante et un, enregistré sous la raison sociale : DECUSSE et LAURENDET, pour la fabrication de meubles antiques et modernes, située passage Saint-Bernard, 3 et 4, faubourg Saint-Antoine, 159, a été dissoute d'un commun accord à compter du vingt-sept décembre mil huit cent soixante et un.

Et que M. Laurendet a été nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus.

(8031) LAURENDET.

D'un acte fait double à Paris, le premier janvier mil huit cent soixante-deux, enregistré à Paris le onze du même mois, folio 31, recto, case 1<sup>re</sup>, par le receveur, qui a perçu cinq francs cinquante centimes pour tous droits, entre :

2<sup>o</sup> M. Jean-Pierre CALMETTES, négociant, demeurant à Paris, rue des Vieux-Augustins, 8.

Et 2<sup>o</sup> M. Jean-Zacharie AVERCENC, négociant, demeurant à Paris, rue des Vieux-Augustins, 8.

Il appert :

Que les susnommés ont formé entre eux une société en nom collectif sous la raison sociale : AVERCENC et CALMETTES, pour l'exploitation du commerce de draperie.

Que le siège de la société est établi à Paris, rue des Fossés-Montmartre, 3.

Et que la société est formée pour neuf années qui ont commencé à courir le premier janvier mil huit cent soixante-deux.

Pour extrait : (8030) AVERCENC.

Suivant acte sous seing privé, à Paris, le cinq janvier mil huit cent soixante-deux, enregistré le sept janvier mil huit cent soixante-deux, folio 29, verso, case 2, par le receveur, qui a perçu cinq francs cinquante centimes, et a signé :

M. Amédée Horace JOSEPH DUFOURMANTELLE fils, marchand tailleur, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, 25, et rue Saint-Lazare, 10.

M. Amédée-Oscar DUFOURMANTELLE père, aussi tailleur, demeurant avec son fils, mêmes rue et numéro.

M. Victor-Elise LEROY, négociant, demeurant à Paris, rue des Horles-Saint-Honoré, 7.

Ont formé entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation de la maison de tailleur d'habits de DUFOURMANTELLE fils. Elle est établie pour dix ans, à partir du premier janvier mil huit cent soixante-deux.

Son siège est rue Sainte-Anne, 25.

Sa raison sociale est : DUFOURMANTELLE

Enregistré à Paris, le

Reçu deux francs vingt centimes.

Janvier 1862, F<sup>o</sup>

IMPRIMERIE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le n<sup>o</sup>

Pour légalisation de la signature A. Guyot, Le maire du 9<sup>e</sup> arrondissement.

de NAFÉ DE DELANGRENIER, est fondée sur leur puissante efficacité contre les Rhumes, la Grippe et les irritations de poitrine, et sur l'approbation de cinquante médecins des hôpitaux de Paris. (Rue Richelieu, 26.)

## SPECTACLES DU 15 JANVIER.

OPÉRA. — La Favorite.  
FRANÇAIS. — Tartuffe, le Malade imaginaire.  
OPÉRA-COMIQUE. — Les Recruteurs, Jocrisse.  
ODÉON. — Tartuffe, le Malade imaginaire.  
ITALIENS.  
THÉÂTRE-LYRIQUE. — Joseph.  
VAUDEVILLE. — Nos Intimes.  
VARIÉTÉS. — Les Mille et un Songs.  
GYMNASSE. — Les Mariages d'aujourd'hui, le Chapeau.

Sa contenance totale est d'environ 90 hectares 87 ares 70 centiares.

Mise à prix : 700,000 fr.

2<sup>o</sup> De deux PRAIRIES, situées au lieu appelé la Grande-Prade, commune de Saint-Estèphe (Médoc). Lesdites pièces d'une contenance totale et approximative de 2 hectares 36 ares 69 cent.

Mise à prix : 8,000 fr.

S'adresser pour de plus amples renseignements : A Bordeaux : 1<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> BARINCOU, avoué poursuivant, rue du Parlement-Sainte-Catherine, 16; 2<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Dicks-Dilly, avoué colicitant, place Dauphine, 29;

A Paris, à M<sup>re</sup> Guidou, avoué, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66.

(2770)\*

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES

## DROIT A UN BAIL

Etudes de M<sup>re</sup> ROUSSET et VALLET, avoués à Romorantin.

Vente, au plus offrant et dernier enchérissier, en l'étude et par le ministère de M<sup>re</sup> GAUTIER,

notaire à Paris, rue Saint-Honoré, 217, le mardi 28 janvier 1862, à deux heures de relevé.

Du DROIT AU BAIL d'un grand magasin sis à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 48, et d'un petit magasin à côté, du 1<sup>er</sup> avril 1862 au 1<sup>er</sup> juillet 1872.

Mise à prix : 10,000 fr. par an.

On pourra traiter avant l'adjudication s'il est fait des offres suffisantes.

S'adresser pour avoir des renseignements : 1<sup>o</sup> Audit M<sup>re</sup> GAUTIER;

2<sup>o</sup> A M<sup>re</sup> ROUSSET et VALLET, avoués à Romorantin. (2829)\*

## TERRAIN AVEC CONSTRUCTIONS

d'une contenance de 330 mètres environ, sis à Paris (Chailot), rue de Longchamps, 43, entre ou près les boulevards projetés de l'Empereur, du Roi-de-Rome et de l'Éclair, et les places projetées de Paris et du Roi-de-Rome, à vendre par adjudication, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 11 février 1862.

Mises à prix : 65,000 fr.

S'adresser à M<sup>re</sup> ARMAND COURNOT, notaire à Paris, place de l'École-de-Médecine, 17. (2800)\*

## BELLE MAISON DE PRODUIT

à l'angle de la rue Blanche et de la rue de Boulogne, à vendre, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 11 février 1862. Revenu : 35,200 fr.

Mise à prix : 450,000 fr.

Grandes facilités de paiement.

S'adresser à M<sup>re</sup> DESTORGES, notaire, rue d'Hauteville, 1. (2830)\*

## NOUVELLE TANNERIE FRANÇAISE

Les actionnaires de la Nouvelle Tannerie française, société Ch<sup>re</sup> Knoderer et C<sup>ie</sup>, sont convoqués en assemblée générale pour le 3 février prochain, à midi, au siège social, à Paris, boulevard Poissonnière, 14, maison du Pont-de-Fer, à l'effet de délibérer :

Ordinairement, sur les divers comptes de la gestion;

Extraordinairement, sur la dissolution de la société, sur les voies et moyens, et sur toutes autres propositions généralement quelconques qui

pourraient être faites.

Tous les actionnaires sont invités à se faire représenter. (4874)

dimanches. — Concert les mardis, jeudis et samedis.

SALLE VALENTINO. — Bal, les mardis, jeudis, samedis et dimanches.

## TABLE DES MATIÈRES

## DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

Année 1860.

Prix : Paris, 6 fr. — Départements, 6 fr. 50 c.

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay-du-Palais, 2.

pourraient être faites.

Tous les actionnaires sont invités à se faire représenter. (4874)

VITALINE-STECK chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambuteau, 40 (Exp.)

chute des Cheveux, Calvitie, Alopecie, prompt

résultats. 9 rapports méd. Le fl. 20 fr. Boul. Sébastopol, 39 (près la rue Rivoli) et dans t. les villes. (4641)\*

GUIDE pour guérir soi-même les maladies contagieuses, sans mercure, par le Dr G. raudeau Saint-Gervais. 360 pages avec grav.; franc de port, 1 fr. en timbres-poste. R. Richer, 12, Paris. (\*)

MALADIES contagieuses rebelles, pertes involontaires, impuissance, etc. Guérison rapide. De 1 à 3 h. boul. Sébastopol, 5 (R.G.). (4640)\*

PIERRE DIVINE de SAMPSO 4 fr. Guérit en trois jours toutes les maladies rebelles au copahu, cubèbe et nitrate d'argent. Samps, pharm., rue Rambute